

# Lettre collective

Mme Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne

M. Valdis Dombrovskis, vice-président exécutif de la Commission européenne

M. Charles Michel, président du Conseil européen

Mme Roberta Metsola, présidente du Parlement européen

M. Alexander De Croo, président du Conseil de l'Union européenne

M. Josep Borrell, Haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité

Mesdames, Messieurs,

**Les organisations soussignées appellent l'UE à suspendre l'accord d'association UE-Israël à la lumière des violations des droits humains commises par l'État d'Israël.** Ces violations constituent un non-respect des clauses des "éléments essentiels" qui stipulent que l'accord est conditionné au respect des droits humains et des principes démocratiques par les parties. Nous condamnons sans équivoque toutes les violations du droit international, en particulier le meurtre de civils, et nous demandons aux autorités compétentes d'enquêter sans délai.

**La guerre qu'Israël mène actuellement contre Gaza entraîne des pertes civiles énormes, une destruction massive des infrastructures civiles et le déplacement de l'écrasante majorité de la population de Gaza.** Le système de santé à Gaza s'est effondré, les hôpitaux ont été bombardés et détruits, le personnel de santé a été tué. La population de Gaza est exposée à un risque imminent de famine et de mort par maladie contagieuse. Cette situation résulte du bombardement de Gaza et du blocage par Israël de l'accès à la nourriture, à l'eau, au carburant, aux médicaments, à l'aide humanitaire et de la perturbation du système d'égouts. **Il s'agit là de violations claires et bien établies des droits humains des Palestiniens et Palestiniennes.**

**Les violations des droits humains commises par le gouvernement israélien n'ont toutefois pas commencé en octobre 2023. Le Conseil des droits de l'homme des Nations unies a conclu qu'avant cette période, de graves violations des droits humains avaient déjà été commises.**

L'établissement et l'expansion de colonies illégales en Cisjordanie font partie de ces violations, entraînant notamment l'expropriation de terres privées appartenant à des populations palestiniennes, la discrimination raciale due à l'expulsion forcée de ces populations et à la démolition de leurs biens, un climat d'impunité pour les auteurs de violences commises par les colons et l'implication des forces de sécurité israéliennes dans ces actes, ainsi que des restrictions à la liberté de circulation pour les Palestiniens et Palestiniennes. En outre, Le Conseil européen s'est déclaré préoccupé par le blocus de la bande de Gaza (avant octobre 2023) et a demandé que les opérations militaires soient proportionnées et conformes au droit humanitaire international et qu'Israël assouplisse les restrictions imposées à la bande de Gaza.

**L'UE considère que le respect des droits humains constitue un élément essentiel des accords d'association de l'UE avec les pays partenaires.** Les dispositions de l'accord d'association UE-Israël stipulent que les parties établissent l'association "considérant l'importance que les parties attachent [...] aux principes de la Charte des Nations unies, en particulier le respect des droits humains et de la démocratie, qui constituent la base même de l'association" et l'article 2 indique que "les relations entre les parties, ainsi que toutes les dispositions de l'accord lui-même, sont fondées sur le respect des droits humains et des principes démocratiques, qui guide leur politique intérieure et internationale et constitue un élément essentiel du présent accord".

**La violation des clauses dites "éléments essentiels" permet à l'UE de dénoncer ou de suspendre totalement ou partiellement les accords, conformément à l'article 60 de la Convention de Vienne sur le droit des traités. L'article 82 de l'accord d'association prévoit que "chacune des parties peut dénoncer l'accord en le notifiant à l'autre partie".**

**Malgré ces violations bien établies des droits humains, de la législation internationale sur les droits humains et des principes démocratiques par l'État d'Israël, son économie continue de bénéficier d'un accès privilégié au marché de l'UE grâce à l'accord d'association UE-Israël. Les échanges commerciaux entre l'UE et Israël ont considérablement augmenté depuis la signature de l'accord en 2000. L'UE est le premier partenaire commercial d'Israël, représentant 28,8 % de ses échanges de marchandises en 2022.**

Selon la politique officielle de l'UE décrite dans l'"approche commune de l'utilisation des clauses politiques", adoptée par le Coreper en 2009, "les violations graves des clauses relatives aux éléments essentiels peuvent entraîner la suspension totale ou partielle de l'accord-cadre global et de tous les accords liés, y compris l'accord commercial (clause de non-exécution)". Il est indéniable que le traitement des populations palestiniennes par Israël constitue au minimum une violation grave des clauses relatives aux droits humains de l'accord d'association UE-Israël. Il semblerait que tout dialogue politique et sur les droits humains que l'UE a eu avec Israël n'a pas été efficace pour prévenir les crimes de guerre et autres crimes contre l'humanité.

Le 26 janvier 2024, la Cour internationale de justice (CIJ) a estimé qu'au moins certaines des accusations de l'Afrique du Sud selon lesquelles Israël commettrait un génocide étaient plausibles. Les juges ont établi qu'il convenait d'enquêter sur les preuves présentées, d'accepter les accusations et de refuser l'appel d'Israël à rejeter le procès. Le tribunal a ordonné à Israël de prendre des mesures pour prévenir un éventuel génocide en cours, notamment en autorisant l'acheminement d'une plus grande quantité d'aide humanitaire à Gaza et en prenant des mesures à l'encontre de ceux qui émettent des déclarations génocidaires. Bien que le verdict final ne soit pas encore connu, le fait que la CIJ ait considéré les revendications de l'Afrique du Sud comme "plausibles" et qu'elle ait pris des mesures provisoires à l'encontre d'Israël devrait tirer la sonnette d'alarme dans l'UE. Quelle que soit la

décision finale de la CIJ, la décision provisoire a des implications directes pour les États tiers à la Convention sur le génocide, qui doivent utiliser tous les moyens légaux à leur disposition pour inciter Israël à s'abstenir d'actes violant la Convention sur le génocide, y compris le refus, la réduction ou la suspension de toute forme d'assistance, ou la suspension ou la révision des négociations et accords commerciaux.

**Ce qui se passe actuellement à Gaza est la conséquence d'un échec politique et moral de la communauté internationale. La suspension de l'accord d'association en raison de la violation des clauses de l'accord relatives aux droits humains enverrait un message fort : l'engagement de l'UE en faveur des droits humains n'est pas qu'une simple rhétorique.**

**Nous vous demandons vivement de suspendre sans délai l'accord d'association UE-Israël.**

### **Liste des signataires :**

#### International :

ActionAid International  
CADTM International  
GRAIN  
Oxfam

#### Europe :

Corporate Europe Observatory (CEO)  
ECCP - European Coordination of Committees and Associations for Palestine  
Ekō  
European Coordination of La Via Campesina  
European Trade Union Network for Justice in Palestine

#### Allemagne

BIP-jetzt e.V.  
Deutsch-Palästinensische Gesellschaft e.V.  
Flüchtlingskinder im Libanon e.V.  
Israeli Committee Against House Demolitions Germany  
Jewish-Palestinian Dialogue Group Munich  
Palestine Solidarity Committee Stuttgart

#### Autriche :

Attac Autriche

Belgique :

Belgian Academics and Artists for Palestine (BA4P)  
Broederlijk Delen  
CNCD-11.11.11  
De-Colonizer  
Entraide & Fraternité  
Grupo belga Solidair met Guatemala  
Intal  
MOC (Mouvement Ouvrier Chrétien)  
Solsoc  
SOUTIEN BELGE OVERSEAS  
Viva Salud  
Eurochild

Espagne :

Aliança per l'emergència climàtica València (País Valencià)  
Alternativa Antimilitarista MOC  
AMAL – Asociación Madrileña de Ateos y Librepensadores  
Amigos de la Tierra  
Arrels – Associació Cultural i Medi Ambiental  
Asamblea Antibelicista de Teruel  
Asamblea Antimilitarista Madrid  
Asamblea Ciudadana Gana Guadix  
Asamblea Plaza de los Pueblos Madrid  
Asdecoba  
Asociación AcTúa por un Mundo Sostenible  
Asociación Canaria de Juristas por la Paz y los Derechos Humanos – JUPADEHU (Canarian Islands)  
Asociación Comunidad Palestina en Canarias  
Asociación Cultural "La Moravilla"  
Asociación de Amistad con el Pueblo Saharaui de Sevilla  
Asociación de Juristas Afroeuropeos - Ajae  
Asociación de la Comunidad Hispano-Palestina "Jerusalén"  
Asociación Democracia y Salud  
Asociación Feministas San Blas Canillejas  
Asociación Iniciativa Cambio Personal, Justicia Global  
Asociación Internacional de Juristas por Sáhara Occidental - IAJUWS  
Asociación Madrileña de Enfermería Gerontológica - AMEG  
Asociación Madrileña de Salud Pública (AMaSaP)  
Asociación para la Defensa de la Sanidad Pública de Madrid  
Asociación para la Defensa de las Pensiones Públicas de Canarias  
Asociación Pueblos Vivos Cuenca  
Asociación Sapiencia  
Asociación Taller Educación en Valores Alternativos (CALA)  
Asociación Uyamaa

Assemblea 15M Sarrià-Sant Gervasi (Catalonia)  
ATTAC España  
Avance Solidario  
Bicicletos Viajes  
Bienvenidxs Refugiadxs Huesca  
Boycott, Divestment, Sanctions (BDS) Canarias  
Centro Social Tiritanas Comunal  
CGT - Confederación General del Trabajo  
Col.lectiu Agudells (Catalonia)  
Colectivo "Antifascistas Elsa Wolff"  
Colectivo "Pasaje Seguro Cantabria"  
Colectivo Noviolencia  
Comando Violeta - Colectivo Feminista de Cuenca  
Comisiones Obreras (CCOO)  
Comité de Solidaridad con la Causa Árabe  
Comité de Solidaridad con los Pueblos - Interpueblos Cantabria  
Comité Oscar Romero  
Comunidad Hispano Palestina en Sevilla  
Comunidad Santo Tomás de Aquino  
Confederación Intersindical  
Confederación Intersindical Galega (CIG) (Galicia)  
Coordinadora Estatal por la Defensa del Sistema Público de Pensiones - Córdoba  
Cristianos de Base  
Dones x Dones  
Ecologistas en Acción  
ELA (Basque Country)  
Entrepueblos/Entrepobles/Entrepobos/Herriarte  
Feministas Usera  
Fridays for Future Spain  
Fundación Aequitas  
Fundacion Atabal  
Grupo Cristiano de Reflexión-Acción  
Grupo de Noviolencia Elaia  
Grupo de Reflexión y Formación Cristiana de Gerena (Sevilla)  
Huesca con Palestina  
Iniciativas de Cooperación Internacional para el Desarrollo - ICID  
Intersindical de Trabajadoras y Trabajadores de Aragón (ISTA)  
Intersindical Solidària (País Valencià)  
La Comuna - Asociación de presos y represaliados por la dictadura franquista  
LAB sindikatua (Basque Country)  
Llegat Jaume Botey i Vallès (Catalonia)  
Lurgatz Talde Feminista (Basque Country)  
Madrid Solidaria con Palestina  
Madrileños por el Derecho a Decidir  
Médicos del Mundo  
Movimiento No Violencia  
Naturaca  
Novact

Observatori DESC (Catalonia)  
Organización Nacional para el Diálogo y la Participación - ONDA  
Plataforma "Alicante por la Paz"  
Plataforma Aturem la Guerra (Catalonia)  
Plataforma ciudadana "Stop Mare Mortum"  
Plataforma Ciudadana de Córdoba por la Defensa del Sistema Público de Pensiones  
Plataforma Córdoba con Palestina  
Plataforma de Sanitari@s con Palestina  
Plataforma de Tenerife con Palestina  
Red de Solidaridad Popular de Jinámar  
Reds - Red de solidaridad para la transformación social (Catalonia)  
Respeto Animal Murcia  
Revista Alandar  
Revista La Mar de Onuba  
Revuelta Mujeres en la Iglesia  
Rubí Solidari (Catalonia)  
Rumbo a Gaza  
Saharacciones Tenerife (Canarian Islands)  
SETEM Catalunya (Catalonia)  
Sindicato de Administración Pública de CGT Alicante  
Sindicato de Trabajadoras y Trabajadores de la Administración de Castilla y León - STACYL  
Sociedad Española de Profesorado y Plataforma de Filosofía (SEPFi)  
SUDS - Associació Internacional de Solidaritat i Cooperació (Catalonia)  
Women's International League for Peace and Freedom  
Yayoflautas de Córdoba  
ZAMBRA  
Zehar-Errefuxiatuekin (Basque Country)

Finlande :

Friends of the Earth Finland

France :

ActionAid France  
AITEC  
Amis de la Terre France  
Amis de Sabeel France  
Association des Universitaires pour le Respect du Droit International en Palestine (AURDIP)  
Association France Palestine Solidarité (AFPS)  
Attac  
AURDIP  
BDS France  
CADTM France  
CCFD-Terre Solidaire  
CGT  
CJACP  
Collectif Stop Mercosur

Confédération paysanne  
Culture de Palestine  
Fédération Artisans du Monde  
Fédération internationale pour les droits humains  
Foodwatch France  
Ligue des droits de l'Homme  
MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'Amitié entre les peuples)  
Nature et Solidarité  
Pax Christi France  
Plateforme des ONG françaises pour la Palestine  
Solidaires  
UDMF  
UJFP  
La Cimade  
Syndicat de l'éducation nationale SNES

Grèce :

Naturefriends Greece  
Greek Affiliate of IPPNW

Irlande :

Afri (Action from Ireland)  
Centre for Global Education  
Christian Aid Ireland  
Comhlamh Trade Justice  
Cork Palestine Solidarity Campaign  
Financial Justice Ireland  
Fracking Free Clare  
Friends of the Earth Ireland  
Ireland Palestine Mental Health Network  
Not Here Not Anywhere  
Sadaka - The Ireland Palestine Alliance  
Síolta Chroí  
IPSC<sup>o</sup>  
Ireland-Palestine Solidarity Campaign  
Irish Congress of Trade Unions  
STAND & Suas Educational Development

Irlande du Nord :

Unison NI

Italie :

NWRG

Luxembourg :

Comité pour une Paix Juste au Proche-Orient

Pays-Bas :

Handel Anders! coalitie

MiGreat

Overijssel voor Palestina

PAX

Rotterdam Palestina Coalitie

Stichting Groningen-Jabalya

SOMO

Transnational Institute (TNI)

Pologne :

Polish Zero Waste Association

Portugal :

Panteras Rosa - Frente de Combate à LesBiGayTransfobia

TROCA - Plataforma por um Comércio Internacional Justo